

# Les vrais problèmes

Pascal Dorival, 6<sup>e</sup> section, (Paris) ; Ronan Le Berre, 14<sup>e</sup> section (Paris) ; François Peronnet, section Montrouge (92)

*Ce texte n'a pas la prétention d'être exhaustif. Il veut seulement fixer les problèmes du moment que le VII<sup>e</sup> Congrès doit résoudre, faute de quoi le P.S.U. risquerait de ne pas jouer le rôle qui lui revient dans la lutte de classe. Toute tentative pour éviter le débat ne serait que la perpétuation des mœurs socialdémocrates du parti et une attitude contre-révolutionnaire, étant donné l'urgence des échéances politiques.*

## 1) La situation politique :

*Il ne s'agit nullement ici de faire une analyse de la conjoncture générale ; d'autres textes, certainement, s'en chargeront. Mais, il s'agit d'examiner les perspectives politiques qui s'offrent au mouvement ouvrier, afin d'analyser concrètement les tâches du courant révolutionnaire. La situation se caractérise par sa dualité :*

— La montée de la combativité : depuis Mai 68, la combativité de la classe ouvrière ne cesse de s'affirmer. Elle s'exprime par l'importance « quantitative » des grèves. Mais, elle s'exprime, avant tout, dans des nouvelles formes de luttes (occupation, séquestration, réduction des cadences, etc.) et dans des objectifs nouveaux (salaire et conditions de travail, lutte contre la hiérarchie, etc.), en rupture nette, tant avec la légalité bourgeoise qu'avec la stratégie traditionnelle des syndicats. Le long conflit Renault, venant après Ferrodo, Batignolles et bien d'autres, est peut-être celui qui illustre le mieux cette constatation. Mais la crise de la société est généralisée. Face à l'offensive monopoliste, des couches nouvelles de la population entrent dans l'action : paysans, petits commerçants, employés, fonctionnaires, femmes, jeunes, etc. Très concrètement se pose la question des alliances de la classe ouvrière (ce que tente d'exprimer le concept de mouvement politique de masse) : comment orienter la lutte des couches moyennes et des couches en voie de prolétarianisation vers une stratégie anticapitaliste. C'est donc le problème des objectifs de luttes permettant de sceller l'alliance du prolétariat et des couches moyennes et petite-bourgeoises (le programme d'action). Et ce mouvement, tant chez les travailleurs

*que chez leurs alliés, cherche une expression organisationnelle. L'exemple du Secours rouge est significatif. Le S.R. joue le rôle de substitut d'organisations manquantes : lieu de confrontation du courant révolutionnaire, substitut de l'avant-garde dans certaines entreprises, substitut de l'organisation de masse anticapitaliste pour une partie du mouvement enseignant, lycéen et étudiant, etc. C'est dire combien cette combativité croissante a besoin de perspectives de luttes et d'organisation.*

— La tentative de constitution d'un front populaire : les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier n'offrent comme perspectives qu'une stratégie électoraliste. En 1973, ce seront les élections législatives. La politique de négociations et de concertation triomphe. Le P.C.F. comprenant combien la vieille social-démocratie est chancelante et peu crédible aux yeux des masses, modifie sa tactique : ce ne sont plus les partis politiques (P.S. ou radicaux) qu'il met en avant, mais bien les syndicats. Les rôles sont inversés : le P.C.F., en apparence, devient le relai de la C.G.T. C'est que les syndicats permettent de donner une crédibilité autrement efficace à un front populaire que l'accord des partis. Aussi bien, l'attitude ambiguë de la C.F.D.T., les campagnes communes C.G.T.-C.F.D.T., l'accord P.S.-P.C.F., la prochaine fusion C.I.R.-P.S. traduisent la volonté d'engager à nouveau le mouvement ouvrier sur une voie de garage : le front syndical commun (comme ce fut le cas en 1936, 1956 ou 1965-1967). Les grèves récentes manifestent de façon éclatante que la fraction la plus combative des travailleurs refuse une telle perspective.

*C'est cette situation qui doit être prise en compte et analysée au congrès : montée du mouvement révolutionnaire (manifestation du 1<sup>er</sup> mai, campagne hystérique antigauchiste du P.C.F.) et nouvelle trahison du mouvement ouvrier. Elle doit se traduire par des positions fermes.*

## 2) Ce que devrait être le VII<sup>e</sup> congrès

*La dualité de la situation politique implique de trancher sur quatre problèmes autour desquels elle se*

*crystallise : rapports parti-syndicat, intervention dans les structures légales, P.C.F. et courant révolutionnaire et structures du parti. Mais, la façon dont a été préparé le congrès ne permet pas de dire si ce sont les vrais problèmes qui seront débattus.*

— *Les rapports parti-syndicat : qu'on cesse une fois pour toutes d'élucubrer sur ce que ne font pas les syndicats pour examiner quelle est leur fonction. C'est de défendre la valeur de la force de travail et de la vendre au meilleur prix. Cela étant admis, la nécessité d'une avant-garde apparaît nettement : par sa nature même, le syndicalisme ne peut pas poser le problème du pouvoir d'Etat ou ne le fait qu'en termes réformistes. Alors, par pitié, pas de faux débat : la « gauche révolutionnaire » peut défendre une ligne anti-syndicale et les trotskystes une ligne du syndicat à tout prix. Le problème n'est pas là. L'organisation de masse permet d'ouvrir les masses à une conscience anticapitaliste, c'est l'avant-garde qui peut offrir un débouché politique à cette conscience. Et ne mythifions pas sur les syndicats « rouges », les comités de lutte ou d'action révolutionnaires. Le syndicat est un instrument important de la lutte contre le capital. Subjectivement, il a un rôle essentiel pour les travailleurs. Utilisons-le sans nous faire la moindre illusion sur sa capacité révolutionnaire, en luttant pied à pied contre l'idéologie bourgeoise qu'il diffuse (participation, concertation, défense de la hiérarchie, etc.), et en imposant la démocratie de masse pour casser au maximum la bureaucratisation. Ne confondons pas le syndicat avec les structures de masse que peut se donner la classe en période de poussée révolutionnaire, où, comme l'a montré Rosa Luxembourg (« Grèves de masse, parti et syndicat »), l'opposition lutte économique - lutte politique s'estompe (les comités d'action de Mai 68). En conséquence, la priorité n'est pas à donner à la lutte syndicale (quelles que soient les réactions du courant « syndicaliste » dans le parti), mais à la constitution de noyaux révolutionnaires profondément liés aux masses dans les entreprises. A cet égard, il est absolument nécessaire de réaliser un véritable journal ouvrier. Sur tous ces points, le texte présenté par les Chèques Postaux à l'A.O.P. de Paris doit être pris en considération et constituer la base de la position du P.S.U.*

— *Les structures légales : l'utilisation des structures légales (parlement, municipalités, etc.) est soumise à une double exigence : d'une part, qu'elle permette d'accroître un certain nombre de contradictions capitalistes ; d'autre part, qu'elle permette de renforcer le mouvement révolutionnaire et ne soit pas un frein. Une élection peut concrétiser le rapport de forces et renforcer le mouvement. Rien de plus. Mais il faut examiner la tactique cas par cas face aux diverses structures, afin d'éviter aussi bien le gauchisme que*

*l'opportunisme droitier. On doit refuser toute participation à la gestion de l'université, de l'école ou des caisses de Sécurité Sociale. Mais on ne peut négliger le rôle mince des municipalités ou des élections. Il faut donc examiner cas par cas comment exploiter les contradictions de l'adversaire de classe, en se garantissant par des bases politiques claires contre les risques d'intégration.*

— *Rapports avec le P.C.F. et le courant révolutionnaire : le P.S.U. doit affirmer qu'il refuse de se reconnaître dans une quelconque stratégie électoraliste (même si certains éléments syndicalistes y poussent) mais qu'il est partie intégrante du mouvement révolutionnaire. Et que l'on cesse la valse-hésitation que le conseil de Rouen avait traduit dans la ligne de front unique. L'implantation actuelle du parti dans les masses ne permet ni d'opérer comme une « division indépendante », ni de conserver entière « notre liberté de critiquer les trahisons, l'indécision de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier » (positions définies par l'Internationale Communiste). L'objectif n'est donc pas « un accord » avec le P.C.F., dont le parti, à Orsay, a pu dire à juste titre qu'il s'intégrait de façon irréversible à la société bourgeoise. Il s'agit donc de construire chez les travailleurs et leurs alliés le parti révolutionnaire, d'animer et de diriger les luttes et les organisations de masse. Il faut, bien entendu, se garder de toute pratique gauchiste à l'égard du P.C.F. en le réduisant à la social-démocratie traditionnelle et en ayant une pratique incantatoire (du type de celle du courant maoïste), ou de toute pratique suiviste de type trotskyste. Si le P.C.F. est contre-révolutionnaire, il garde la confiance d'une grande partie des travailleurs. La destruction de l'influence révisionniste et le dépassement de cette contradiction passent par la capacité du P.S.U. à animer les luttes de masse, à mener la polémique politique et à se construire dans les masses, ce qui suppose avant toute chose qu'il change sa pratique.*

*La discussion sur ces questions (syndicat, P.C.F., lutte légale) risque d'être gravement obérée par les questions tactiques. Il risque de ne pas y avoir là-dessus de véritable débat politique, mais une volonté pour chaque courant ou pseudo-courant, de se compter. Ce qui implique, à notre avis, que seule la façon dont sera résolue la question des structures du P.S.U. permettra de juger, de manière significative, du sens de l'évolution du parti.*

— *Les structures : le mouvement révolutionnaire qui s'affirme ne se reconnaît dans aucune des organisations actuelles (les groupuscules ne sont que l'expression des réactions de la petite-bourgeoisie intellectuelle radicalisée face à l'absence d'une avant-garde politique). La modification des structures du parti*

peut permettre de faire face à cette carence. Elle dépasse largement la réorganisation administrative nécessaire du parti. Elle signifie que l'on fonde le parti sur les fronts de luttes et que l'on donne la possibilité à la combativité des travailleurs de se traduire politiquement. Un progrès important a été effectué depuis le congrès de Dijon par la constitution des secteurs de luttes et les A.O.P. Mais on ne fait pas un parti par une politique de secteurs, politique qui peut couvrir d'une « caution prolétarienne » les pires déviations opportunistes et social-démocrates. Il s'agit de prolétarianiser le parti. Cela ne consiste pas seulement à développer les groupes ouvriers et paysans. Cela consiste en ce que ces groupes soient partie prenante de la direction politique du parti. Ce n'est pas le gadget des 50 % de travailleurs à la D.P.N. qui permettra une avancée réelle. En fait, cela suppose deux choses : d'une part, la mise en place de **STRUCTURES REGIONALES**, seul cadre de coordination réelle des luttes (secteurs et branches) et seul niveau où, dans l'état actuel du parti, les forces sont suffisantes pour le prolétarianiser ; d'autre part, une active politique de **FORMATION** par la constitution d'écoles de base unifiées nationalement (là encore le niveau régional s'impose). Il va de soi que cette prolétarianisation doit se traduire dans les instances dirigeantes. C'est ainsi que le parti pourra répondre à sa tâche de l'heure : changer sa pratique afin d'offrir les perspectives d'organisations dont les masses ont besoin. Le courant révolutionnaire qui émerge dans les entreprises cherche à s'organiser.

Comme il a pu se reconnaître en partie en Mai 68 dans le P.S.U., il peut, bien plus encore aujourd'hui, se reconnaître en lui. Et le débat sur les structures implique la réponse à ce besoin. Mais le parti peut faire aussi un autre choix : continuer à n'être qu'un super-groupuscule dont les effectifs fluctueront au gré des mouvements de masse, sans impact réel dans la lutte de classes, et rapidement contraint à une politique de soutien critique à l'égard de la politique de front syndical commun (rappelons-nous l'éditorial inquiétant de Serge Mollet dans T.S. n° 475 du 3 décembre 1970 . « Un accord dont il faut remplir les blancs »). La question des structures, dans la mesure où elle pose fondamentalement la question du changement de la base sociale du parti et de la constitution du parti sur les fronts de luttes, est le débat central du Congrès. Les autres problèmes ne permettront pas de dégager une ligne politique et une majorité claires. Quels que soient les clivages, les accords de façade qui apparaîtront ou les diverses majorités qui se feront sur les différentes questions, la vraie ligne de coupure entre les deux choix stratégiques qui s'offrent au parti se fera sur la question des structures.

Le choix est simple : continuerons-nous sur nos mœurs social-démocrates ou commencerons-nous à avoir une pratique révolutionnaire ? Que la deuxième solution l'emporte n'est pas un souhait, mais une **NECESSITE HISTORIQUE**.